

"L'abolition de la libre circulation des personnes ne serait pas la fin du monde, mais cela serait stupide"

La Suisse est en pleine croissance. Alors qu'au début du XXème siècle, seuls 3,3 millions de personnes vivaient en Suisse, celle-ci en compte 8 millions aujourd'hui. Les infrastructures et le marché du travail atteignent leurs limites. L'immigration est-elle encore en bonne santé? C'était le thème des discussions des parlementaires et des experts, mercredi dernier lors de l'événement du groupe parlementaire "Suisse-UE" et de la table ronde "politique migratoire".

L'augmentation apparente du nombre de personnes qui résident en Suisse alarme la population. En février prochain, nous voteront sur l'initiative **« contre l'immigration de masse »** de l'UDC, qui veut restreindre l'immigration grâce à l'introduction de quotas. Le modèle n'est toutefois pas compatible avec l'accord actuel sur la libre circulation. Ainsi, tous les accords bilatéraux I étant liés par la « clause guillotine », en disparaissant, la libre circulation des personnes pourrait entraîner tout le paquet des Bilatérales I dans sa chute.

Pour **Richard Jones**, ambassadeur de l'UE en Suisse et au Liechtenstein, il est clair que l'UE ne peut pas accepter de quotas de la part de la Suisse. **«Si la Suisse veut contrôler l'immigration avec des quotas, elle doit alors abolir la libre circulation des personnes»**. Il estime qu'une renégociation de l'accord avec une Suisse qui devrait introduire des quotas ne serait pas envisageable pour l'UE. Cependant, il met en évidence la vaste expérience que possède la population suisse à prendre des décisions importantes et il est certain que le peuple ne permettra pas une mise en péril de la libre circulation des personnes et de bonnes relations avec l'UE.

Par ailleurs, l'ambassadeur réfute la possibilité de signer d'autres accords – qui seraient dans l'intérêt des deux parties – sans libre circulation des personnes. **« Si la libre circulation des personnes tombe, l'ensemble des autres accords des Bilatérales I doivent alors être renégociés. Cela signifierait ainsi un retour à la case départ »**.

L'augmentation de la population a un impact sur la société et le marché du travail, ainsi que sur les besoins en infrastructures, sur l'éducation et sur les systèmes de santé. La Suisse est victime de son propre succès. De cela, le professeur **Rainer Münz , un expert en économie du travail et de la démographie**, en est convaincu. **«Si la Suisse avait une plus longue période sans croissance économique, la migration diminuerait brusquement. Mais le voulons-nous vraiment?»** L'attractivité de la Suisse n'est pas gravée dans la pierre. **« D'autres pays européens sont également en train d'améliorer leurs facteurs de localisation pour attirer des travailleurs hautement qualifiés»**.

Le professeur **George Sheldon de l'Université de Bâle** a expliqué que la main-d'œuvre jeune et instruite a fini par quitter la Suisse, tandis que les gens plus âgés et peu éduqués sont restés dans le pays. Alors que la Suisse gagne actuellement **15'000 francs par an et par ménages d'immigrants de l'UE / AELE**, ce chiffre se rapprochera de zéro ces quarante prochaines années. Néanmoins, pour le professeur de l'économie industrielle et du marché du travail, les avantages de l'accord de libre circulation l'emportent sur les inconvénients. L'abolition de la libre circulation des personnes **«ne serait pas la fin du monde, mais**

néanmoins très stupide», car à travers cela, non seulement les nombreux défis ne seraient pas résolus, mais d'importants dommages internationaux pourraient en découler. **«Les quotas n'ont jamais réussi à empêcher une augmentation de la population étrangère dans ce pays».**

Le représentant de l'industrie et **directeur de Swissmem, Peter Dietrich**, souligne la longue pénurie de main-d'œuvre dans l'ingénierie, l'électricité et l'industrie des métaux. **«75% de nos entreprises ont des difficultés à recruter des professionnels.** Plus d'une entreprise sur quatre a des postes vacants qui ne peuvent être occupés».

Le grand nombre de parlementaires de tous les partis présents à la séance, ainsi que la discussion animée qui a suivi ont montré que le thème préoccupe les politiciens. Parions que de nombreux débats animés se tiendront encore d'ici au 9 février. Et le 10 février, quand le vote sera terminé, les préparatifs commenceront déjà pour le vote sur l'initiative d'ECOPOP de 2014. Le débat sur l'immigration n'est pas prêt de disparaître de la scène politique suisse.

Lukas Schürch, Administration du groupe parlementaire „Suisse-UE“, schuerch@europa.ch